

LA VIOLENCE DES RICHES

Chronique d'une immense casse sociale

Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon
Éditions Zones / La découverte, 2013.

PSA, Doux, Arcelor, Petroplus, Goodyear... Sur fond de crise, la casse sociale bat son plein : vies jetables et existences sacrifiées. Mais les licenciements bourgeois ne sont encore que les manifestations les plus visibles d'un phénomène dont il faut prendre toute la mesure : l'intensification multiforme de la violence sociale des dominants.

Mêlant récits vécus, micro-enquêtes, faits d'actualité, portraits et données chiffrées, les deux sociologues dressent le tableau d'une grande agression sociale, d'un véritable pilonnage des classes populaires – un monde social fracassé, au bord de l'implosion.

Loin d'être l'œuvre d'un " ennemi sans visage ", cette violence de classe a ses agents, ses stratégies et ses lieux, que les auteurs étudient depuis plus de vingt-cinq ans. Dans ce guide pratique à l'usage des dominés, ils décryptent l'arsenal de cette brutalité feutrée, ses codes et ses stratagèmes. Entrez dans les coulisses de la guerre sociale, poussez la porte d'un conseil d'administration, écoutez-les parler : sous le vernis des bonnes manières ne tardent pas à percer le cynisme, le mépris de classe et l'arrogance sans borne des élites de l'argent. Reprenant à Bourdieu la notion de " violence symbolique ", intériorisée par ceux qui en sont la cible, les auteurs expliquent comment la domination sociale se marque dans les têtes, dans les corps et dans l'espace. Quels sont les mécanismes de l'autodévaluation et de la dépossession de soi ? Comment s'en libérer ? Comment bousculer les habitus ?

Dans cette intensification en cours de la violence économique, les politiques ont leur part écrasante de responsabilité. La " stratégie du choc " chère au néolibéralisme a aussi sa généalogie française. Le pacte budgétaire européen ou la loi sur la compétitivité doivent être replacés dans la longue histoire des petites et grandes trahisons de la gauche socialiste, qui remonte au début des années 1980, avec le tournant de la rigueur. Après le " président des riches ", le gouvernement des traîtres.

Le livre se clôt par un retour sur les luttes sociales : esquisser une sociologie de la colère populaire qui soit aussi un appel à la contre-offensive. Malgré la dureté des assauts, des pressions et de la répression, le peuple se rebiffe. Écoutez monter sa rage.

LES RICHES SONT NARCISSIQUES ils sont persuadés qu'ils le valent bien

Si vous êtes né à Neuilly, vous n'y êtes pour rien. Pas plus qu'un jeune d'une famille pauvre élevé à Saint-Denis ou Aubervilliers. Mais cet aspect arbitraire des privilèges, la classe supérieure l'a transformé en dû et en mérite. L'héritage est maquillé en des qualités personnelles.

Se dire "je suis riche parce que je le vauds bien", c'est le résultat d'un travail idéologique et d'une escroquerie linguistique mis au point par les riches. Sur les plateaux des émissions télévisées, ils se présentent tous comme des bienfaiteurs de l'humanité, des créateurs de richesses et d'emplois – alors que c'est l'exact inverse puisque le système capitaliste est fondé sur le vol du travail d'autrui.

Des tailleurs Chanel comme une seconde peau

Physiquement aussi, ils cherchent à renvoyer l'image de conquérants. L'étude menée par le psychologue social Paul K. Piff, de l'université de Berkeley, aux États-Unis, pour illustrer les liens entre richesse souligne que plus l'on est aisé, plus l'on s'observe dans un miroir. Se regarder dans la glace, c'est effectivement

se mettre en scène devant soi-même. Et le corps montré est le prix de transformations dès la naissance en corps de classe.

Avec leur posture droite, leur maintien, leur teint hâlé, leur manucure, leur élégance même dans une petite robe, les riches peuvent se regarder dans la glace avec plaisir. Face à eux, les personnes dont les mains sont abîmées par le travail ménager, qui grossissent parce qu'elles mangent mal et n'ont pas le temps de faire de l'exercice physique se disent :

"Je vois bien qu'ils me sont supérieurs."

Ce corps de classe exposé aux regards vient d'une éducation explicite et formalisée, d'un travail sur le corps précis, auquel aucun détail n'échappe. Une jeune femme de 20 ans nous expliquait porter les tailleurs Chanel comme une seconde peau : ainsi vêtue, elle était aussi à l'aise que dans un survêtement. Elle nous a confié un souvenir marquant. À quatre ans, sortant de la piscine où elle s'amusaient avec ses cousins, elle a entendu sa grand-mère lui dire :

"S'il vous plaît, redressez vos sourcils."

Le miroir n'est pas le seul à renvoyer une image positive des qualités sociales que l'on reconnaît aux riches. Les possessions de ces personnes sont également très bavardes : le bel appartement ou l'hôtel particulier dans un beau quartier, le petit-déjeuner servi au lit, le fait que l'on puisse chaque jour jeter à terre sa serviette mouillée dans la salle de bain et en retrouver une propre et repassée le lendemain, le voiturier à chaque restaurant sont autant de signes qui disent au possédant qu'il est important, qu'on reconnaît sa "classe".

Leur crise est devenue la crise

Les individus ne faisant pas partie de cette classe sont comme tétanisés, ils oscillent entre acceptation de ces propos et non-consentement. Mais, pour le moment, cette guerre de classes idéologique, symbolique et sociale est gagnée par les riches. La preuve, on parle de la crise, alors qu'on devrait dire leur crise, pour bien montrer que nous n'y sommes pour rien.

Si cette crise est devenue la nôtre dès lors qu'il s'agit d'en payer les conséquences, c'est aussi en raison de ce champ de bataille sémantique ouvert par les riches pour stigmatiser et transformer les plus pauvres et la classe moyenne en ennemi intérieur. Les pauvres sont trop gros, des fraudeurs, des malades en trop grand nombre qui détruisent notre système de santé...

Et croyez-le bien : les riches n'ont pas mauvaise conscience, ils sont sincèrement persuadés de leur bon droit. Tout simplement parce qu'ils sont toujours entre eux et que cet entre-soi permanent induit ce sentiment de narcissisme. L'on ne peut que constater qu'au libéralisme économique et financier correspond un libéralisme individuel. Ce libéralisme psychique ne s'embarrasse pas de culpabilité : il est cynique et décomplexé vis-à-vis des valeurs morales et de l'argent.

Les conséquences de ce narcissisme sont énormes en termes de destruction d'emploi et de casse sociale. Avec notre travail critique de sociologues examinant ces rapports de classes et le processus de déshumanisation de notre société, nous espérons être des lanceurs d'alerte. S'il y avait partout des Snowden, des Irène Frachon, peut-être auraient-ils peur. Mais pour l'instant, c'est le sentiment d'impunité qui prédomine.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR STÉPHANE AUBOUARD

Après plusieurs plongées au cœur de l'oligarchie française, vous avez décidé dans votre dernier livre de décrypter la violence que la classe dominante exerce sur le peuple. Comment se traduit cette violence ?

Monique Pinçon-Charlot. De plusieurs manières... Il y a d'abord la violence économique, dans sa version néolibérale, avec une finance spéculative qui prend le pas sur la production industrielle. Les exemples d'entreprises françaises comme Peugeot, Arcelor et bien d'autres, licenciant à tour de bras malgré des bénéfices énormes sont légion. C'est l'exemple immédiat de cette violence exercée par la confrérie des grandes familles ! Il y a ensuite la violence politique avec le mensonge d'État comme technique assumée. Le président Hollande et son gouvernement ont beaucoup trahi leurs promesses de campagne et les valeurs socialistes. C'est une violence terrible que le mensonge politique. La classe dominante use aussi d'une violence idéologique puisqu'il s'agit de faire croire que le néolibéralisme est naturel. Que les marchés sont comme la lune qui brille ou les prés qui verdoient. Pour ce faire, cette classe très consciente d'elle-même utilise une autre forme de violence : la violence linguistique. Ici, il s'agit de manipuler le langage pour corrompre la pensée. Toutes ces violences forment au final une sorte de feu d'artifice qui aboutit chez les classes moyennes et populaires à un fatalisme mortifère avec le sentiment qu'il est impossible de changer les choses. Et c'est ça le plus terrible.

Vous parlez de mensonge d'État comme violence politique. Le président Hollande continue à mener une politique dans la continuité de celle de son prédécesseur. N'est-il pas finalement lui aussi un « président des riches », comme le titrait votre précédent ouvrage faisant référence au quinquennat de Sarkozy ?

Michel Pinçon. Une des violences les plus profondes, c'est la perte d'adhésion des couches populaires au discours politique. On peut parler aujourd'hui de trahison politique, c'est vrai. Mais le fait est que, dès 1985, François Hollande, jeune socialiste maître de conférences à l'université, cosignait un livre intitulé La gauche qui bouge, qui correspond point par point à son programme actuel basé sur l'idée qu'il faut faire des économies dans un seul système possible : le capitalisme. Expliquant au passage que cette politique libérale était la seule chance pour la gauche de succéder à la droite. Or avec un tel point de vue, il ne peut y avoir de vraie opposition.

"L'alternative, telle que les principaux dirigeants du PS la conçoivent, c'est fini" Le changement, ce n'est donc pas pour maintenant ?

Michel Pinçon. En fait, il y a deux mots pour parler de changement : ce sont les mots alternance et alternative. Or l'alternative, telle que les principaux dirigeants du PS la conçoivent, c'est fini. Il ne s'agit en réalité que d'alternance. La majorité des cadres dirigeants étant acquise au libéralisme. Ce livre qui se nomme La gauche qui bouge n'est d'ailleurs plus trouvable en librairie et a disparu de la bibliographie officielle du président. En fait, on se retrouve dans la situation des pays anglo-saxons. Avec des démocrates et des républicains comme aux États-Unis sans qu'il y ait de différences de fond sur le modèle économique. Obama a certes travaillé dans un sens social avec ses garanties santé. Mais il ne s'attaque pas à Goldman Sachs et aux têtes nocives de la finance anglo-saxonne. Obama, c'est l'alternance post-Bush. Blair, c'est l'alternance post-Thatcher. Hollande, c'est l'alternance post-Sarkozy.

Monique Pinçon-Charlot. Il faut comprendre que parmi les hauts responsables de cette classe sociale, c'est-à-dire les présidents de club, d'institut, tous ces gens qui sont mobilisés pour la reproduction des intérêts de leur classe... beaucoup sont proches du PS ou votent socialiste, avec à leurs côtés des gens qui votent UMP. Tout ce petit monde s'entend très bien. En vérité l'alternance politique est une sorte de bicéphalisme plus ou moins organisé qui permet ainsi de maintenir la défense des intérêts de l'oligarchie.

Au final, la Ve République, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, ne favorise-t-elle pas cette violence des riches ?

Monique Pinçon-Charlot. Absolument. C'est pour ça que l'idée d'une VIe République permettrait, avec une nouvelle Constitution, de faire bouger les lignes. J'ai tenté de démontrer que l'évasion fiscale n'était pas une arme de destruction massive contre les États mais que ceux-ci étaient complices de ce jeu pervers. Si LVMH a quarante-six filiales dans les paradis fiscaux, c'est bien

parce qu'il y a Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, qui est au conseil d'administration. Ça ne peut pas se faire sans qu'il soit au courant de tout cela. La classe politique est aujourd'hui totalement coupée du peuple. Les ouvriers et les employés, qui représentent 52 % de la population active, ne sont pas représentés du tout ou à hauteur de 0,01 % à l'Assemblée nationale et au Sénat. Voilà une violence concrète. Aussi je milite pour l'abolition du cumul des mandats, pour l'interdiction de faire carrière en politique. Je veux que l'on revioie le statut de l'élu, que l'on institue le vote obligatoire et la reconnaissance du vote blanc dans les suffrages exprimés. Si l'on met ensemble ces cinq mesures, alors ce serait une véritable révolution. "Les dominants n'ont pas ce problème de conscience de classe et leurs liens dépassent aussi les frontières".

Parmi les violences symboliques que la classe dominante fait subir au peuple, vous parlez de la violence linguistique. N'est-ce pas justement par le langage que la lutte commence aujourd'hui à l'ère du tout-médiatique ?

Michel Pinçon. Une des dimensions primordiales de cette lutte contre la violence symbolique est de réhabiliter les concepts du marxisme. Redire les mots tels qu'ils sont. C'est-à-dire parler de capital et de capitalistes. Parler de ces classes sociales qui sont antagoniques. Parce que les riches accaparent la plus grande part de la plus-value produite. Donc il y a une nécessité de réintroduire ces concepts qui n'ont rien perdu de leur pertinence dans notre société. Et de lutter contre cette dérive lexicale. Par exemple parler de flexi-sécurité, c'est aberrant : si c'est flexible, ce n'est pas de la sécurité. Si c'est de la sécurité, ce n'est pas flexible. Il y a une importance à parler franc et à dire les choses telles qu'elles sont. Parler d'exploitation. Mettre en cause la finance internationale. Expliquer qu'un individu qui gagne un million d'euros, ce qu'il gagne c'est sur le travail des autres. Nous tentons de restituer un état d'esprit de conscience de classe.

Monique Pinçon-Charlot. Quand on est à la télévision, on tente de remettre les mots à leur place. Quand, devant les caméras, on se retrouve face à des membres de l'oligarchie comme Marc Ladreit de Lacharrière, Pierre Kosciusko-Morizet, toutes ces personnes qui se présentent toujours en bienfaitrices de l'humanité, créateurs de richesses et d'emplois, nous les remettons à leur place en les redéfinissant : vous êtes des spéculateurs, leur dit-on. On ne laisse rien passer. On parle de délinquance en cols blancs. De délits en bandes organisées. De délits des beaux quartiers. S'il le faut, nous inventons des néologismes ou nous réactualisons des termes. Le « bourgeoisisme » que nous dénonçons est un contre-pied linguistique au populisme péjoratif dont cette classe nous affuble. Nous en avons marre des flagorneries des riches entre eux. On en a marre du « bourgeoisisme » du Figaro. On en a marre du « richissime » des chroniqueurs de la Bourse. On en a marre de « l'oligarchisme » de l'ENA et du Who's Who ! Parler de bourgeoisisme comme nous le faisons en conclusion de notre livre est une arme linguistique rigolote... car avec l'humour aussi on peut faire avancer les choses. La prise de conscience est douloureuse. C'est tous ensemble qu'il faut animer cette prise de conscience. Lors de la promotion du Président des riches, j'exigeais que les gens ne partent pas avant la fin. Je voulais que l'on parte tous ensemble. Mais évidemment nos armes sont limitées. Parmi ces armes, il y a la conscience de classe à travailler... Les dominants n'ont pas ce problème de conscience de classe et leurs liens dépassent aussi les frontières.

L'internationalisme bourgeois est-il une réalité ?

Michel Pinçon. Bien sûr, dès l'Ancien Régime, les alliances entre familles princières dépassaient les frontières. Aujourd'hui, c'est tout à fait ordinaire de rencontrer quelqu'un qui possède dix mille hectares en Argentine et qui dans le même temps est directeur d'une grande entreprise en France tandis qu'il vient d'hériter d'un château dans un autre coin d'Europe. L'aspect international est lié à l'éducation. Beaucoup parmi les dominants sont trilingues. Espagnol, anglais français. Avec l'anglais toujours comme langue indispensable. Cette dimension internationale est une grande violence. Prenez par exemple des délégués syndicaux qui se retrouvent parachutés à Bruxelles... ils sont perdus parce qu'ils ne parlent pas anglais. Or à Bruxelles l'anglais est très important. Dans certains conseils d'administration, des syndicalistes se retrouvent avec des dossiers énormes en anglais et non traduits. C'est un des exemples les plus terribles où l'on ressent que l'on est dominé. Eux, ils parlent anglais couramment, il y a eu la nurse, il n'y a pas de problème. Ils ont fait un an dans un collège anglais et ont toujours l'occasion de pratiquer.

Monique Pinçon-Charlot. Oui, l'organisation cosmopolite est absolument transversale à la classe. Dès la naissance, ils apprennent de façon maternelle plusieurs langues. Ils vont dans des collèges, en Espagne, en Angleterre, aux États-Unis. Autour de la table chaque jour, il y a plusieurs nationalités qui sont représentées, que ce soient des membres de la famille ou des amis. L'argent aussi est investi de manière complètement internationale. La culture également. Le monde du marché de l'art est profondément international. De telle sorte que l'internationalisme est consubstantiel à cette classe, et que par la médiation de la sociabilité mondaine, cet internationalisme est un mode de vie. Il n'est pas besoin d'imaginer une théorie du complot pour comprendre le mécanisme de création de groupes informels et très puissants comme Bilderberg, la trilatérale...

"Nous pensons qu'au néolibéralisme correspond un individu néolibéral, pervers, narcissique, au-dessus des lois" Vous venez de le dire que la classe des riches domine l'espace de manière transversale, mais ne domine-t-elle pas aussi le temps en s'arrogeant l'histoire ?

Michel Pinçon. Oui. C'est une des dimensions décisives dans la violence symbolique et qui renvoie au vécu de tout un chacun. Par exemple, je me souviens d'une visite chez un noble, très riche, qui nous avait reçus. Il faisait visiter la galerie des ancêtres à son petit-fils et expliquait que tel portrait était celui d'un aïeul du XVIII^e siècle. Donc on voit un enfant qui apprend à devenir membre de la dynastie : il a des ancêtres et il aura des héritiers. Cet enfant était d'emblée plongé dans un temps qui est beaucoup plus long que le temps vécu d'un immigré ou d'un membre de la classe populaire dont la mémoire ne dépasse pas celle du grand-père. Voilà une réalité qui forme une inégalité en profondeur du rapport à l'existence et au temps. Quelques jours après la visite de ce château en Limousin, j'assistais ainsi à la destruction d'une barre HLM à Aubervilliers. Il y avait des enfants qui avaient grandi dans cette barre et qui regardaient partir en poussière ce qui était le lieu de leur enfance. Ils n'auront aucun lieu qui comme ce château représentera leur passé. Il y a donc une vraie précarité de la vie populaire qui n'a pas de commune mesure avec l'espace de sérénité de la vie grande bourgeoise qui se nourrit de plus en plus d'impunité.

Vous parlez d'impunité, cela implique une inversion des valeurs, l'individualisme prend-il définitivement le pas sur la solidarité ?

Monique Pinçon-Charlot. En effet, cette classe, en tant que classe dominante, fait du déni de la règle, la qualité du dominant. Et cela, c'est nouveau par rapport au milieu des années 1980. Nous poussons un cri d'alarme car nous pensons qu'au néolibéralisme correspond un individu néolibéral, pervers, narcissique, au-dessus des lois, qui n'hésite pas à être dans la délinquance, sachant qu'il sera impuni car il y a très peu de sanction pénale à la délinquance des riches. Cet individu ultralibéral sans foi ni loi est une menace énorme pour la sécurité de notre pays, pour l'idée d'un changement collectif, organisé, qui ne soit pas la barbarie de tous contre chacun. Il faut que les classes populaires reprennent conscience de cette réalité.

INTERVIEW 20 MINUTES

L'idée que les riches paient une contribution exceptionnelle est quand même une bonne nouvelle ?

Payer une contribution exceptionnelle est le moyen pour les riches de se légitimer. Surtout qu'elle ne serait pas très contraignante. Maurice Lévy parle bien d'une taxe exceptionnelle. Cela sous-entend qu'elle sera provisoire.

Pour réellement bien faire, les riches devraient payer enfin leurs impôts en mettant fin à l'optimisation fiscale. Il faudrait une réelle réforme fiscale progressive où tous les revenus du travail et du capital seraient prélevés à la source pour éviter les niches et l'évasion.

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ne dit-elle pas que l'impôt « doit être également réparti entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés » ?

Mais quand bien même, une contribution exceptionnelle serait appliquée, le montant resterait très symbolique au regard de leur richesse.

Pensez-vous qu'avec cette crise, en France, les riches vont devenir plus solidaires ?

Rien ne va changer. Souvenez-vous en 2008, l'État français a volé au secours des banques à coup de milliards. Tout est rentré dans l'ordre très vite pour ces institutions. La preuve, elles se sont remises à verser des bonus à leurs dirigeants et à leurs traders. Regardez cette année, le plan de sauvetage de la Grèce. Il va alourdir l'endettement de la France de 15 milliards d'euros. Mais c'est un cadeau inouï aux grandes fortunes grecques qui sont les principales créancières du pays. Conclusion: on fait toujours des cadeaux aux plus riches.

A partir de quand est-on considéré comme très riche en France ?

La grande richesse est multidimensionnelle. Bernard Arnault est l'homme le plus riche de France avec 21 milliards d'euros. Jean-Paul Gaultier, qui est la 500^e fortune hexagonale selon Challenges est à la tête de 60 millions d'euros. L'écart entre les deux est très important.

Mais la richesse est de plusieurs ordres. Au-delà de la richesse matérielle, il y a la richesse culturelle (tableaux et autres œuvres d'art...), sociale (cercles, réseaux...) et la richesse symbolique. Le riche est plutôt mince et redressé alors que le pauvre a tendance à souffrir d'obésité. Jamais les individus n'ont autant porté l'origine de leur classe sur leur corps.

La grande richesse, c'est comme un iceberg. Quand on en voit une partie, il faut se dire qu'il y en a 100 fois plus en-dessous.

INTERVIEW CGT

Pourquoi ce titre la Violence des riches ? Quels en sont les différents aspects ?

Nous avons voulu faire la synthèse des différentes formes de violence qu'exercent les familles les plus riches de notre pays. La violence, ce n'est pas seulement les agressions physiques mais tous les moyens utilisés pour maintenir les uns dans le besoin et l'incertitude, les autres dans la richesse. D'abord la violence économique, avec la mise au chômage pour des raisons de spéculation financière de millions de personnes.

Ensuite, la violence politique, idéologique, qui manipule la pensée. Elle s'accompagne de l'utilisation d'une langue de bois particulièrement perverse qui travestit la réalité : on peut parler d'escroquerie linguistique quand on parle par exemple de « partenaires sociaux ».

Des chiffres sont assésés en permanence comme justification des politiques sans que les Français aient les moyens de juger de leur pertinence. Il y a la violence de l'espace : les classes populaires et les classes moyennes inférieures sont reléguées à la périphérie des villes. On n'est plus dans une lutte des classes au grand jour comme avant ; on est passé à une guerre de classes avec des formes de violence multiformes, visibles et invisibles.

Les salariés ordinaires sont présentés comme une charge pour leur employeur, des bénéficiaires d'avantages nuisibles pour la compétitivité. Les chômeurs, eux, sont des parasites, des paresseux, des fraudeurs. L'immigré est érigé en bouc émissaire. Cela conduit à des formes de tétanisation des classes populaires, une perte de repère, voire une incapacité à penser le changement.

La bourgeoisie reste une classe mobilisée ?

Oui, nettement. Alors qu'il y a une forme de dislocation des classes populaires. Il faut noter à cet égard l'impact des politiques de la ville mises en place par les socialistes vers 1983-1984.

Elle n'a pas rempli ses objectifs affirmés mais on a abouti à une forme de territorialisation de la classe ouvrière qui vit maintenant pour une large part dans des périphéries souvent désignées par des expressions dévalorisantes ou des sigles incompréhensibles réservés aux quartiers pauvres, alors que les quartiers bourgeois conservent des dénominations traditionnelles ou bien gagnent des désignations du type « triangle d'or ».

Cela s'inscrit dans le mouvement qui vise, de la part de la bourgeoisie, à faire perdre à l'ennemi de classe son identité sociale. La trahison des valeurs de la gauche par le PS joue aussi son rôle dans le désarroi populaire.

On peut aussi penser que des formes de violence plus traditionnelles sont en réserve, comme quand Manuel Valls (ministre de l'Intérieur) dénonçait par avance les ouvriers de Goodyear ?

C'est certain. La classe ouvrière est un « ennemi de l'intérieur » et des formes de violence plus ouvertes peuvent être utilisées ou sont envisagées. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement s'est opposé à la loi d'amnistie sociale. La police se dote d'équipements modernisés, de drones...

Le gouvernement Villepin (2005-2007) a ressuscité des textes datant de la guerre d'Algérie. Mais ils préfèrent utiliser la violence économique et idéologique, c'est efficace : un salarié qui a des échéances à payer pour ses crédits hésitera plus à faire grève. Certes, la violence traditionnelle reste en réserve.

Pour désigner le Parti socialiste, vous utilisez dans votre livre l'expression « deuxième droite ». Pourtant, comme vous l'écrivez, à Neuilly-sur-Seine, on choisit massivement la droite traditionnelle ?

Nous connaissons pas mal de grands bourgeois qui ont voté Hollande. Sur le fond, nous pensons que l'oligarchie a besoin de l'alternance pour donner l'apparence du changement. Et puis Hollande fait passer des mesures que Sarkozy (président de 2007 à 2012, antérieurement ministre de l'Intérieur et des Finances sous la présidence Chirac) aurait eu des difficultés à prendre.

Nous faisons référence dans notre livre aux réseaux de Hollande dans la finance (son trésorier de campagne en 2012, Jean-Jacques Augier, est dans le même temps actionnaire de deux sociétés domiciliées dans un paradis fiscal) et à cet ouvrage auquel il a participé en 1985, La gauche bouge, qui assumait complètement le tournant libéral du PS en 1983 et voulait l'accentuer.

Le Front national est-il considéré par la bourgeoisie ou certains de ses secteurs comme une alternative possible ?

Oui... mais une alternative électorale pour le peuple. La bourgeoisie pour le moment ne veut pas du Front national au pouvoir. Par contre, elle préfère un FN à 25% plutôt que le Front de gauche, le NPA (Nouveau parti anti-capitaliste), LO (Lutte ouvrière), si possible ensemble, à ce niveau-là. Ce serait plus dangereux pour elle, surtout que l'on ne peut pas imaginer que ces partis atteignent de tels scores sans mouvements sociaux.

Le PS lui aussi utilise le Front national. Le principal parti qu'apprécie la bourgeoisie, toujours pour le peuple, c'est celui des abstentionnistes. L'abstention, on le sait, touche avant tout les milieux populaires. Il existe des textes complètement élaborés qui permettraient de la réduire, de décompter les votes blancs : ces projets de loi restent aux oubliettes.

Certaines analyses mettent l'accent sur les différences entre bourgeoisie financière et industrielle. Qu'en pensez-vous ?

En fait, ce que nous constatons surtout c'est que l'interpénétration entre finance et industrie augmente de jour en jour. Le monde industriel est financiarisé. Il y a le lien avec les actionnaires ou avec les banques. Certains groupes industriels possèdent des banques. Des PME (Petites et moyennes entreprises) peuvent être dépendantes du crédit bancaire. En dehors des entreprises solidaires, c'est à peu près le même univers. Il faut aussi noter le lien entre la finance, la haute administration, et le monde politique.

Un exemple : la façon dont, en juillet 2013, la commission de contrôle de la Caisse des dépôts, présidée par le socialiste Henri Emmanuelli, a validé un décret (préparé dans les services de Pierre Moscovici, ministre des Finances du gouvernement Ayrault) transférant 30 milliards d'euros de fonds des caisses d'épargne vers les banques.

INTERVIEW LIBÉRATION

Après vos précédents travaux sur le « président des riches » et les territoires des riches, pourquoi écrire sur leur « violence » ?

Monique Pinçon-Charlot : Parce que la violence dans les rapports sociaux s'est beaucoup aggravée avec cette nouvelle phase du capitalisme, le néolibéralisme, dans laquelle la finance prend le pas sur la politique. Les sphères publiques et privées s'intègrent de plus en plus. Nous analysons cette violence sous toutes ses formes : violence économique, qui met au chômage des millions de Français ; violence idéologique, avec les experts médiatiques en

tous genres qui nous assomment de chiffres et de prévisions auxquelles on ne comprend rien.

L'effet sur les gens est désarmant. Le sentiment dominant est que les marchés commandent, que les agences de notation sont souveraines, que tout cela est naturel et que l'on n'y peut rien. L'idée même de changement n'est plus pensable.

Vous évoquez le concept de « violence symbolique ». De quoi s'agit-il ?

Monique Pinçon-Charlot : Il s'agit d'une timidité sociale, d'une forme de honte, qui empêche d'aller voir le haut de la société. Elle n'est pas matérielle, mais elle est très importante.

Michel Pinçon : C'est remarquable avenue Montaigne, près des Champs-Élysées. Vous y trouvez des magasins de haute couture. Un jour, dans le quartier, nous avons vu un couple regarder une vitrine. Il s'agissait d'enseignants de Nantes en voyage de noces. La femme dit adorer les beaux vêtements. On lui propose d'entrer, elle rougit : « Non, non, j'aimerais bien, mais je ne peux pas. » Elle avait une trouille bleue de se retrouver dans cet endroit qui n'est « pas pour elle ».

Les « riches » dont vous parlez forment-ils un ensemble social cohérent ?

Michel Pinçon : Il s'agit bien d'une classe sociale dont les membres sont conscients de leur appartenance. Ils se regroupent notamment dans les grands cercles comme l'Union interalliée ou le Jockey Club. L'une de leurs techniques est la cooptation : ils savent très bien qui appartient au groupe ou non. Le facteur décisif n'est pas d'avoir de l'argent, mais d'y avoir sa place « naturellement », parce que l'on vient d'une famille dont c'est l'univers.

Comment expliquer le consentement social à la situation que vous décrivez ?

Michel Pinçon : L'expérience récente est très négative pour les classes défavorisées. Après deux années d'avancées sensibles, Mitterrand avait déjà fait le choix de la rigueur en 1983. Les socialistes ont alors joué un grand rôle dans le basculement vers le néolibéralisme, avec des ministres tels que Pierre Bérégovoy. Hollande, quant à lui, n'a même pas attendu avant d'entamer sa reculade.

Monique Pinçon-Charlot : La charge des dominants est tellement lourde qu'elle entraîne un mélange paradoxal de consentement et de non-acceptation. Ce sentiment est appuyé par la stigmatisation des catégories populaires, décrites en ennemi intérieur : les pauvres seraient assistés, fraudeurs, trop chers... Bref, ils auraient tout faux. Et leurs porte-parole sont systématiquement taxés de « populisme ». Assez des flagorneries vis-à-vis des riches, sans jamais dire l'origine de leur fortune ! Nous renvoyons donc la balle en parlant du « bourgeoisisme » du Figaro, du « richisme » des chroniqueurs de Bourse, de l'« oligarchisme » du Who's Who.

Quel est le rôle du langage dans cette situation ?

Monique Pinçon-Charlot : Il est essentiel, et consiste à faire passer les riches pour des bienfaiteurs, les ouvriers comme des « charges ». Il y a une entreprise de corruption du langage, une escroquerie linguistique, qui passe souvent par des oxymores comme « flexisécurité » ou « croissance négative ». Ce procédé néolibéral corrompt profondément le cerveau. La pensée critique est largement absente des plateaux de télévision. Et les gens s'habituent à ne plus comprendre, à ne faire que consommer.

Dans quelle mesure la violence des riches excuse ou légitime-t-elle la violence des pauvres ?

Monique Pinçon-Charlot : Dans notre livre, nous décrivons des comparutions immédiates au tribunal. Il s'agit souvent de jeunes ayant commis des larcins, parfois avec violence. Cela relève d'une certaine forme de délinquance et c'est répréhensible. Mais pour eux, c'est la peine plancher, la prison ferme, alors qu'il vaudrait mieux leur confier des travaux d'intérêt général. De même, la contestation sociale est de plus en plus criminalisée. On casse l'emploi des salariés en les tenant dans une ignorance anxigène et paralysante. Puis on condamne sévèrement leurs actions. En revanche, la délinquance des riches va rarement au pénal et bénéficie d'une incroyable immunité.

Basta ! : Qu'est-ce qu'un riche, en France, aujourd'hui ?

Monique Pinçon-Charlot : Près de 10 millions de Français vivent aujourd'hui en-dessous du seuil de pauvreté. Celui-ci est défini très précisément. Mais il n'existe pas de « seuil de richesse ». C'est très relatif, chacun peut trouver que son voisin est riche. Et pour être dans les 10 % les plus riches en France, il suffit que dans un couple chacun gagne 3000 euros. Nous nous sommes intéressés aux plus riches parmi les riches. Sociologiquement, le terme « riche » est un amalgame. Il mélange des milieux très différents, et regroupe ceux qui sont au top de tous les univers économiques et sociaux : grands patrons, financiers, hommes politiques, propriétaires de journaux, gens de lettres... Mais nous utilisons délibérément ce terme. Car malgré son hétérogénéité, ces « riches » sont une « classe », mobilisée pour la défense de ses intérêts. Et nous voulons aujourd'hui contribuer à créer une contre-offensive dans cette guerre des classes que mènent les riches et qu'ils veulent gagner.

Pourquoi est-il si difficile de définir cette classe ?

La richesse est multidimensionnelle. Bourdieu parlait très justement de capital – capital économique, culturel, symbolique –, c'est ce qui donne du pouvoir sur les autres. À côté de la richesse économique, il y a la richesse culturelle : c'est le monde des musées, des ventes aux enchères, des collectionneurs, des premières d'opéra... Jean-Jacques Aillagon, président du comité des Arts décoratifs, vient d'être remplacé par un associé-gérant de la banque Lazard. Dans l'association des amis de l'Opéra, on retrouve Maryvonne Pinault (épouse de François Pinault, 6ème fortune de France), Ernest-Antoine Seillière (ancien président du Medef, 37ème fortune de France avec sa famille)...

À cela s'ajoute la richesse sociale, le « portefeuille » de relations sociales que l'on peut mobiliser. C'est ce qui se passe dans les cercles, les clubs, les rallyes pour les jeunes. Cette sociabilité mondaine est une sociabilité de tous les instants : déjeuners, cocktails, vernissages, premières d'opéra. C'est un véritable travail social, qui explique la solidarité de classe. La quatrième forme est la richesse symbolique, qui vient symboliser toutes les autres. Cela peut être le patronyme familial : si vous vous appelez Rothschild, vous n'avez pas besoin d'en dire davantage... Cela peut être aussi votre château classé monument historique, ou votre élégance de classe.

Il existe aussi une grande disparité entre les très riches...

Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, est en tête du palmarès des grandes fortunes professionnelles de France, publié chaque année par la revue Challenges. Il possède 370 fois la fortune du 500ème de ce classement. Et le 501ème est encore très riche ! Comparez : le Smic à 1120 euros, le revenu médian à 1600 euros, les bons salaires autour de 3000 euros, et même si on inclut les salaires allant jusqu'à 10 000 euros, on est toujours dans un rapport de 1 à 10 entre ces bas et hauts salaires. Par comparaison, la fortune des plus riches est un puits sans fond, un iceberg dont on ne peut pas imaginer l'étendue.

Malgré l'hétérogénéité de cette classe sociale, les « riches » forment, selon vous, un cercle très restreint.

On trouve partout les mêmes personnes dans une consanguinité tout à fait extraordinaire. Le CAC 40 est plus qu'un indice boursier, c'est un espace social. Seules 445 personnes font partie des conseils d'administration des entreprises du CAC 40. Et 98 d'entre eux détiennent au total 43 % des droits de vote ! Dans le conseil d'administration de GDF Suez, dont l'État français possède 36 % du capital, il y a des représentants des salariés. Ceux-ci peuvent être présents dans divers comités ou commissions, sauf dans le comité des rémunérations. Cela leur est interdit. Qui décide des rémunérations de Gérard Mestrallet, le PDG ? Jean-Louis Beffa, président de Saint-Gobain, notamment. C'est l'entre-soi oligarchique.

Cela semble si éloigné qu'on peut avoir l'impression de riches vivant dans un monde parallèle, sans impact sur notre vie quotidienne. Vous parlez à propos des riches de « vrais casseurs ». Quel impact ont-ils sur nos vies ?

Avec la financiarisation de l'économie, les entreprises sont devenues des marchandises qui peuvent se vendre, s'acheter, avec des actionnaires qui

exigent toujours plus de dividendes. Selon l'Insee, les entreprises industrielles (non financières) ont versé 196 milliards d'euros de dividendes en 2007 contre 40 milliards en 1993. Vous imaginez à quel niveau nous devons être sept ans plus tard ! Notre livre s'ouvre sur une région particulièrement fracassée des Ardennes, avec l'histoire d'une entreprise de métallurgie, qui était le numéro un mondial des pôles d'alternateur pour automobiles (les usines Thomé-Génot). Une petite entreprise familiale avec 400 salariés, à qui les banques ont arrêté de prêter de l'argent, du jour au lendemain, et demandé des remboursements, parce que cette PME refusait de s'ouvrir à des fonds d'investissement. L'entreprise a été placée en redressement judiciaire. Un fonds de pension l'a récupéré pour un euro symbolique, et, en deux ans, a pillé tous les savoir-faire, tous les actifs immobiliers, puis fermé le site. 400 ouvriers se sont retrouvés au chômage. C'est un exemple parmi tant d'autres ! Si vous vous promenez dans les Ardennes aujourd'hui, c'est un décor de mort. Il n'y a que des friches industrielles, qui disent chaque jour aux ouvriers : « Vous êtes hors-jeu, vous n'êtes plus rien. On ne va même pas prendre la peine de démolir vos usines, pour faire des parcs de loisirs pour vos enfants, ou pour planter des arbres, pour que vous ayez une fin de vie heureuse. Vous allez crever. »

Comment s'exerce aujourd'hui ce que vous nommez « la violence des riches » ?

C'est une violence inouïe. Qui brise des vies, qui atteint les gens au plus profond de leur corps, de leur estime, de leur fierté du travail. Être premier dans les pôles d'alternateur pour automobiles, c'est faire un travail de précision, c'est participer à la construction des TGV, à l'une des fiertés françaises. Casser cela est une violence objective, qui n'est ni sournoise ni cachée, mais qui n'est pas relayée comme telle par les politiques, par les médias, par ces chiens de garde qui instillent le néolibéralisme dans les cerveaux des Français. Pour que ceux-ci acceptent que les intérêts spécifiques des oligarques, des dominants, des riches, deviennent l'intérêt général.

Comment cette violence objective se transforme-t-elle en assujettissement ?

C'est une forme d'esclavage dans la liberté. Chacun est persuadé qu'il est libre d'organiser son destin, d'acheter tel téléphone portable, d'emprunter à la banque pendant 30 ans pour s'acheter un petit appartement, de regarder n'importe quelle émission stupide à la télévision. Nous essayons de montrer à quel système totalitaire cette violence aboutit. Un système totalitaire qui n'apparaît pas comme tel, qui se renouvelle chaque jour sous le masque de la démocratie et des droits de l'homme. Il est extraordinaire que cette classe, notamment les spéculateurs, ait réussi à faire passer la crise financière de 2008 – une crise financière à l'état pur – pour une crise globale. Leur crise, est devenue la crise. Ce n'est pas une crise, mais une phase de la guerre des classes sans merci qui est menée actuellement par les riches. Et ils demandent au peuple français, par l'intermédiaire de la gauche libérale, de payer. Et quand on dit aux gens : « Ce n'est quand même pas à nous de payer ! », ils répondent : « Ah, mais c'est la crise »...

Pourquoi et comment les classes populaires ont-elles intégré cette domination ?

C'est une domination dans les têtes : les gens sont travaillés en profondeur dans leurs représentations du monde. Cela rend le changement difficile, parce qu'on se construit en intériorisant le social. Ce que vous êtes, ce que je suis, est le résultat de multiples intériorisations, qui fait que je sais que j'occupe cette place-là dans la société. Cette intériorisation entraîne une servitude involontaire, aggravée par la phase que nous vivons. Avec le néolibéralisme, une manipulation des esprits, des cerveaux, se met en place via la publicité, via les médias, dont les plus importants appartiennent tous à des patrons du CAC 40.

Sommes-nous prêts à tout accepter ? Jusqu'où peut aller cette domination ?

Dans une chocolaterie qu'il possède en Italie, le groupe Nestlé a proposé aux salariés de plus de cinquante ans de diminuer leur temps de travail, en échange de l'embauche d'un de leurs enfants dans cette même entreprise. C'est une position perverse, cruelle. Une incarnation de ce management néolibéral, qui est basé sur le harcèlement, la culpabilisation, la destruction. Notre livre est un cri d'alerte face à ce processus de déshumanisation. On imagine souvent que l'humanité est intemporelle, éternelle. Mais on ne pense pas à la manipulation des cerveaux, à la corruption du langage qui peut corrompre profondément la pensée. Le gouvernement français pratique la novlangue : « flexi-sécurité » pour ne pas parler de précarisation, « partenaires sociaux » au lieu de syndicats ouvriers et patronat, « solidarité conflictuelle ». Le pouvoir socialiste pratique

systématiquement une pensée de type oxymorique, qui empêche de penser. Qui nous bloque.

Les riches entretiennent une fiction de « surhommes » sans qui il n'y aurait pas travail en France, estimez-vous. Menacer les riches signifie-t-il menacer l'emploi ?

Cette menace est complètement fallacieuse. Dans la guerre des classes, il y a une guerre psychologique, dont fait partie ce chantage. Mais que les riches s'en aillent ! Ils ne partiront pas avec les bâtiments, les entreprises, les autoroutes, les aéroports... Quand ils disent que l'argent partira avec eux, c'est pareil. L'argent est déjà parti : il est dans les paradis fiscaux ! Cette fiction des surhommes fonctionne à cause de cet assujettissement, totalitaire. Quand on voit le niveau des journaux télévisés, comme celui de David Pujadas, il n'y a pas de réflexion possible. En 10 ans, les faits divers dans les JT ont augmenté de 73 % !

Certains se plaignent d'une stigmatisation des « élites productives ». Les riches ont-ils eux aussi intériorisé ce discours, cette représentation ?

Notre livre s'ouvre sur une citation extraordinaire de Paul Nizan : « Travaillant pour elle seule, exploitant pour elle seule, massacrant pour elle seule, il est nécessaire [à la bourgeoisie] de faire croire qu'elle travaille, qu'elle exploite, qu'elle massacre pour le bien final de l'humanité. Elle doit faire croire qu'elle est juste. Et elle-même doit le croire. M. Michelin doit faire croire qu'il ne fabrique des pneus que pour donner du travail à des ouvriers qui mourraient sans lui ». C'est pour cela que cette classe est tout le temps mobilisée : les riches ont sans cesse besoin de légitimer leur fortune, l'arbitraire de leurs richesses et de leur pouvoir. Ce n'est pas de tout repos ! Ils sont obligés de se construire en martyrs. Un pervers narcissique, un manipulateur, passe en permanence du statut de bourreau à celui de victime, et y croit lui-même. C'est ce que fait l'oligarchie aujourd'hui, par un renversement du discours économique : les riches seraient menacés par l'avidité d'un peuple dont les coûts (salaires, cotisations...) deviennent insupportables. On stigmatise le peuple, alors que les déficits et la dette sont liés à la baisse des impôts et à l'optimisation fiscale.

Depuis que le parti socialiste est au pouvoir, qu'est-ce qui a changé ? Y a-t-il eu des améliorations concernant cette violence des riches que vous dénoncez ?

On ne peut pas parler d'amélioration : nous sommes toujours dans un système oligarchique. Nos dirigeants sont tous formés dans les mêmes écoles. Quelle différence entre Dominique Strauss-Kahn et Nicolas Sarkozy ? Je ne suis pas capable de vous le dire. L'histoire bégaye. Un exemple : le secrétaire général adjoint de l'Élysée est actuellement Emmanuel Macron, qui arrive directement de la banque d'affaires Rothschild. Sous Nicolas Sarkozy, ce poste était occupé par François Pérol, qui venait aussi de chez Rothschild. Les banques Lazard et Rothschild sont comme des ministères bis et conseillent en permanence le ministre de l'Économie et des Finances. La mission de constituer la Banque publique d'investissement (BPI) a été confiée par le gouvernement à la banque Lazard... Et la publicité sur le crédit d'impôt lancé par le gouvernement a été confiée à l'agence Publicis. Qui après avoir conseillé Nicolas Sarkozy conseille maintenant Jean-Marc Ayrault. On se moque de nous !

Pierre Moscovici et François Hollande avait promis une loi pour plafonner les salaires de grands patrons. Ils y ont renoncé. Pierre Moscovici a annoncé, sans rire, qu'il préférerait « l'autorégulation exigeante ». Des exemples de renoncement, nous en avons à la pelle ! Le taux de rémunération du livret A est passé de 1,75 % à 1,25 %, le 1er août. Le même jour, Henri Emmanuelli, président de la commission qui gère les livrets A, a cédé au lobby bancaire, en donnant accès aux banques à 30 milliards d'euros supplémentaires sur ces dépôts. Alors qu'elles ont déjà reçu des centaines de milliards avec Nicolas Sarkozy ! Elles peuvent prêter à la Grèce, au Portugal, avec un taux d'intérêt de 8 ou 10 %... Avec le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), entré en vigueur le 1er janvier 2013, c'est encore 20 milliards d'euros de recettes fiscales en moins chaque année, offerts aux entreprises, et qui plombent le déficit public de façon absolument considérable.

Le Front national a un discours virulent contre les « élites » françaises. N'avez-vous pas peur que votre analyse soit récupérée par l'extrême-droite ?

Nous ne disons pas que les politiques sont « tous pourris », comme le fait le FN. Nous proposons une analyse en terme de classes, pour donner à voir des

mécanismes sociaux. Nous cherchons à dévoiler le fonctionnement de cette caste qui casse le reste de la société, dans une logique de prédation qui va se poursuivre dans une spirale infernale. Le Front National désigne comme bouc émissaire l'immigré ou le Rom, donnant en pâture ce qui est visible. Le Rom est d'ailleurs devenu un bouc émissaire transversal à l'échiquier politique, depuis la gauche libérale avec Manuel Valls jusqu'au Front National. Si on doit pointer précisément un responsable à la situation actuelle, c'est plutôt une classe sociale – les riches – et un système économique, le néolibéralisme. Puisqu'il faut des formules fortes : le banquier plutôt que l'immigré !

Vous parlez dans votre ouvrage d'une guerre des classes qui n'est pas sans visage. N'y a-t-il pas un enjeu justement à « donner des visages » à cette classe, comme vous le faites ?

C'est une nécessité absolue. Il faut s'imposer d'acheter chaque année ce bijou sociologique qu'est le palmarès du magazine Challenges. Et s'efforcer d'incarner, de mettre des visages sur cette oligarchie... C'est une curiosité nécessaire, les gens doivent être à l'affût de cette consanguinité, de cette opacité, de la délinquance financière. Nos lecteurs doivent se servir de notre travail pour organiser une « vigilance oligarchique » : montrer aux puissants que leur pouvoir n'est pas éternel, empêcher ce sentiment d'impunité qu'ils ont aujourd'hui, car ils savent que personne n'ira mettre son nez dans leurs opérations financières totalement opaques.

Nous avons aussi expérimenté des visites ethnographiques dans les quartiers riches, pour vaincre nos « timidités sociales ». Se promener dans les beaux quartiers, leurs cinémas, leurs magasins, leurs cafés, est un voyage dans un espace social. Il faut avoir de l'humilité pour accepter d'être remis à sa place, ne pas se sentir à l'aise, se sentir pauvre car vous ne pouvez pas vous payer une bière à six euros. Mais c'est une expérience émotionnelle, existentielle, qui permet des prises de conscience. Une forme de dévoilement de cette violence de classe.

Monique Pinçon-Charlot
sociologue, ancienne directrice de recherche au CNRS